

Issue de la présidentielle de 2020

Agbéyomé Kodjo espère un changement du système de gouvernance

Quelle sera l'issue de l'élection présidentielle de 2020 ? Malgré les calculs qui se font ici et là, il faut être un devin pour le prédire. D'ailleurs, les candidatures se font toujours attendre ...



PAGE 3

SECURITE



Sûreté nationale

Près de ¾ des citoyens font confiance au gouvernement

En Afrique voire dans le monde entier, malgré les récents soubresauts politiques, le Togo demeure un pays où règnent la paix et une sécurité légendaire. Une évidence corroborée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Inseed) qui a publié vendredi dernier, à l'issue d'une enquête ...

PAGE 11

ECONOMIE



Finance

Sani Yaya prend part aux Assemblées annuelles du FMI et de la BM

Le Togo entretient de bonnes relations avec les institutions de Bretton Woods à l'instar du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Les récents tête-à-tête entre les autorités togolaises et les dirigeants ...

PAGE 5

Port autonome de Lomé

Augmentation des opérations de transbordement

Les activités de transbordement au Port autonome de Lomé ont connu une croissance ces dernières années ...

PAGE 5



Engagement de chefs d'Etats africains contre les faux médicaments

Un sommet va acter l'initiative de Lomé les 6 et 7 décembre prochains

Une délégation de la fondation Brazzaville composée de son président, Jean-Yves Olivier et du juge Jean-Louis Bruguière, en sa qualité de membre, a été reçue hier à Lomé par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Au menu des discussions, la lutte contre les faux médicaments. Les chefs d'Etat engagés dans la lutte contre ce fléau se retrouveront à Lomé les 6 et 7 décembre prochain pour un sommet.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Prix Nobel de la paix: « Un appel à la recherche permanente de la paix et de la tolérance entre les peuples », selon Faure Gnassingbé

La semaine dernière, l'Afrique tout entière a célébré l'attribution du prix Nobel de la paix 2019 au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali. Après Nelson Mandela, Koffi Annan et dans une certaine mesure Barack Obama qui ont fait honneur au continent noir ce dernier vient conforter l'intime conviction des uns et des autres que l'Afrique n'est pas le continent de la guerre, mais de la paix. Il suffit d'une dose assez élevée de bonne volonté pour y parvenir. A l'occasion de cet événement très attendu partout dans le monde, le président de la République togolaise Faure Gnassingbé s'est réjoui pour l'heureux élu. « Heureux d'apprendre ce jour l'attribution du prix Nobel de la paix 2019 à SEM Abiy Ahmed Ali pour ses efforts en faveur de la réconciliation entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Mes sincères félicitations ! », a-t-il écrit sur son compte twitter.

PAGE 3

Agriculture

Le PPAAO-Togo soutient la culture du champignon à Atakpamé

Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) veut faire de la culture du champignon comestible un élément essentiel pour la création d'emplois pour les jeunes et la sécurité alimentaire.



PAGE 11

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Soudan Neemat Abdullah, première femme présidente de la Cour suprême</p>  <p>P 4</p>	<p>Métiers de l'industrie Le CFMI et le Seen unissent leur force</p>  <p>P 9</p>	<p>Pré-cop 25 au Costa Rica Les émissions mondiales doivent diminuer de manière substantielle d'ici 2030</p>  <p>P 10</p>
---	--	--	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

KLUTSE Dovi Amélevo, coiffeuse grâce au crédit AJSEF du FNFI

Pour le compte de ce dernier numéro de la semaine, Madame KLUTSE Dovi Amélevo, qui a pu s'installer en tant que coiffeuse partage avec vous dans les lignes qui suivent les secrets de sa réussite. Aujourd'hui elle est fière d'exercer le métier de ses rêves. Retour sur le parcours de cette trentenaire.

L'histoire de Madame Amélevo ressemble trait pour trait à celle de plusieurs jeunes artisans qui après avoir obtenu leurs Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) se retrouvent dans des situations financières difficiles pour se mettre à leur propre compte en ouvrant leurs ateliers. Amélevo, 31 ans, a pendant trois années suivi une formation en coiffure, formation sanctionnée par un CFA qui lui donne désormais le quitus d'ouvrir son atelier. Nantie désormais de son diplôme, notre jeune dame calme et réservée de nature se retrouve confrontée à un problème, source de financement.

" Pendant que j'achevais ma formation, je voyais déjà que je serai confrontée à un problème financier quand il sera question pour moi d'ouvrir

mon atelier. Et depuis lors je cherchais par quels moyens je pouvais contracter un crédit pour pouvoir me lancer. Il est vrai que j'avais de petites économies mais il m'en fallait bien plus pour pouvoir acquérir tout ce dont j'ai besoin. Alors j'ai été orientée vers PADES microfinance pour voir si j'étais éligible à un des nombreux produits du FNFI."

Et justement pour informer périodiquement les potentiels bénéficiaires des opportunités offertes par le FNFI, il est organisé assez souvent, en plus des émissions radios de sensibilisation de masse, des séances de partages d'informations au sein des PSF partenaires du FNFI.

"A cette séance d'échange et de discussions, il nous a été partagé le

produit AJSEF et quelles conditions il fallait remplir pour pouvoir en bénéficier. J'avoue que j'ai été très surprise des conditions très souples qui étaient exigées avant de pouvoir bénéficier du crédit jeune du FNFI. Sans tarder, je me suis pliée aux exigences requises et au bout de quelques semaines, j'ai obtenu un premier crédit de 300.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir équiper en kits d'outillage le petit atelier que voici. Et comme vous pouvez le constater avec moi, j'ai tout ce qu'il me faut pour offrir aux cheveux de ma clientèle des soins de qualité."

Aujourd'hui, notre interlocutrice mesure tout l'impact du crédit AJSEF sur son quotidien, elle s'épanouit chaque jour davantage et renforce son autonomie. " Je suis très heureuse



KLUTSE Dovi Amélevo

d'exercer le métier de mon choix. C'est vraiment réconfortant de voir que les gens te font confiance et affluent dans ton salon de coiffure. Toutes ces marques de confiance

ajoutées aux revenus que je dégage me comblent de bonheur et me galvanise à aller encore et encore plus loin".

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive

tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... L'actuel lauréat de ce prestigieux prix a en effet œuvré depuis son arrivée à la tête de son pays à rétablir la paix entre son pays et l'Erythrée alors que les deux pays étaient en conflit ouvert il y a des années. C'est le signe que lorsqu'on veut on peut. Pourquoi les précédents dirigeants des deux pays n'y sont-ils pas parvenus ? Ils n'ont tout simplement

pas voulu faire les pas qualitatifs. Ils n'y ont pas franchement mis la volonté et n'y ont pas travaillé.

Mais le chef de l'Etat ne s'est pas arrêté là. « Puisse notre monde saisir, à travers ce choix du comité Nobel, un appel à la recherche permanente de la paix et de la tolérance entre les peuples », a ajouté Faure Gnassingbé. Au-delà de son caractère prestigieux, le prix Nobel

de la paix est donc aussi un message adressé à toutes les nations de la terre.

Cela en vaut en tout cas la peine. Malgré les efforts, les conflits ne cessent de naître et d'autres de s'intensifier dans le monde entier. Le terrorisme est d'ailleurs devenu la nouvelle menace pour la paix mondiale. Le président togolais a donc raison d'attirer l'attention de tous sur la recherche permanente de la paix et

de la tolérance.

« La paix n'est pas un mot, c'est un comportement », disait feu président Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire. Il faut donc y travailler sans relâche. Au Togo, les autorités ne blaguent pas avec le climat de paix qui d'ailleurs est un atout pour le pays. Dès son arrivée au pouvoir, Faure Gnassingbé a mis sur pied la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR).

A la suite de cela, le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) met en œuvre les recommandations, notamment le volet réparation. Sur le plan politique, les réformes sont faites depuis quelques mois pour permettre aux problèmes politiques de connaître une résolution progressive.

Edem Dadzie

Engagement de chefs d'Etats africains contre les faux médicaments Un sommet va acter l'initiative de Lomé les 6 et 7 décembre prochains

Une délégation de la fondation Brazzaville composée de son président, Jean-Yves Olivier et du juge Jean-Louis Bruguière, en sa qualité de membre, a été reçue hier à Lomé par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Au menu des discussions, la lutte contre les faux médicaments. Les chefs d'Etat engagés dans la lutte contre ce fléau se retrouveront à Lomé les 6 et 7 décembre prochain pour un sommet.

Des chefs d'Etat africains ont décidé de porter le flambeau chiraquien. La fondation Chirac avait, en effet, fait de la lutte contre les faux médicaments son cheval de bataille. Ce combat ne peut pas prendre fin avec la disparition de ce dernier. Heureusement que des chefs d'Etat du continent noir dont le Togolais Faure Gnassingbé ont compris la nécessité de maintenir la flamme et d'œuvrer pour de meilleurs résultats.

Le continent africain

est durement frappé par le trafic des faux médicaments. 900 000 Africains en meurent chaque année. De plus, l'industrie des faux médicaments représente en Afrique 30 à 60% des médicaments mis en circulation selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le manque d'une législation criminalisant le phénomène dans plusieurs pays ne facilite pas son éradication. Suite à la réunion de Marrakech tenue en juin



Faure Gnassingbé

2019 et qui a rassemblé des experts africains et internationaux, la fondation Brazzaville a lancé l'« initiative de Lomé ». Elle est soutenue par

les chefs d'Etat du Ghana, du Congo, du Niger, de l'Ouganda, du Sénégal et du Togo. Le futur sommet de Lomé qui rassemblera sept chefs d'Etat sera

l'occasion de la signature d'un engagement solennel qui permettra à l'Afrique de prendre les premières mesures concrètes dans la lutte contre les faux médicaments et la criminalisation de ce trafic.

L'initiative de Lomé permettra d'introduire de nouvelles législations visant à criminaliser le trafic de faux médicaments, de mettre en place des mécanismes appropriés au niveau national afin d'assurer une application vigoureuse de la législation pénale visant à réprimer le trafic et à encourager d'autres Etats africains à se joindre à cette initiative.

TM

Issue de la présidentielle de 2020

Agbéyomé Kodjo espère un changement du système de gouvernance

Quelle sera l'issue de l'élection présidentielle de 2020 ? Malgré les calculs qui se font ici et là, il faut être un devin pour le prédire. D'ailleurs, les candidatures se font toujours attendre. Quoi qu'il en soit, il y aura un vainqueur lors de cette compétition. Et pour le président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), le futur président du Togo aura une seule mission : changer le système de gouvernance.

Le système de gouvernance en cours au Togo n'a-t-il pas apporté des résultats ? Bien sûr. Depuis qu'il a pris le pouvoir, le président Faure Gnassingbé a clairement affiché sa volonté d'opérer une rupture avec la gouvernance de son père qui à un moment n'était plus efficace et d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie des Togolais. Et l'on peut sans arrière-pensée affirmer à ce jour que le pays a fait des bonds significatifs. Tout cela se voit à travers

le grand programme de construction des infrastructures entamé depuis 2010 et la mise en place de multiples programmes dans le cadre du mandat social entamé depuis 2015. Un seul exemple est révélateur : le programme des cantines scolaires qui avait disparu depuis les années 90 est de retour et se renforce. A cause de la faim, beaucoup de personnes ont écourté leurs études avec les conséquences incalculables pour leur avenir, leur famille



Agbéyomé Kodjo

et le pays tout entier. Sur le plan politique et des libertés individuelles et collectives, les Togolais sont plutôt privilégiés, au point où certains compatriotes en abusent d'ailleurs. Tout individu respectueux des lois de la République est libre de résider et d'exercer ses activités sur l'ensemble du territoire national. L'on

assiste parfois à quelques bourdes, mais cela est plutôt négligeable.

Récemment le lancement du Plan national de développement (PND 2018-2022) que tous les acteurs apprécient marque aussi le départ d'un renouveau. Toutefois, étant donné que toute œuvre humaine est imparfaite, la gouvernance

de Faure Gnassingbé n'est pas uniquement rose. Il existe des failles, des ratés et beaucoup de nos compatriotes ne sont pas satisfaits.

Cela veut dire qu'à partir du prochain quinquennat, quelle que soit la personne que les Togolais choisiront pour les diriger, il faudra impérativement faire des réglages. « Quel que soit le vainqueur de la prochaine élection, ce que nous demandons c'est un changement du système de gouvernance », a déclaré l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo sur une radio de la capitale dimanche dernier. Même si les Togolais choisissent la continuité, des améliorations s'imposent.

Edem Dadzie

Côte d'Ivoire / Tentative d'arrestation de Guillaume Soro en Espagne

Le pouvoir Ouattara nie toute implication dans cette affaire

La nouvelle a fait le tour des réseaux sociaux sans pour autant accoucher de version précise. L'ancien président du Parlement ivoirien Guillaume Soro aurait fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par les autorités ivoiriennes ou s'est-il lui-même glissé dans de pures inventions pour se faire une place sous les projecteurs à quelques mois seulement de la présidentielle de 2020 ?

« Dans la nuit du 9 au 10 octobre, une escouade d'agents de la police espagnole a vainement tenté de l'arrêter (Soro) au Palace Hôtel de Barcelone (...). Ces visiteurs affirmaient agir sur la base d'instructions émises par le bureau local d'Interpol », a affirmé lundi lors d'un point presse André Deha, vice-président du Mouvement pour la promotion des valeurs nouvelles en Côte d'Ivoire (MVCI, pro-Soro). Il reprenait ainsi des déclarations de Guillaume Soro lors d'une réunion politique avec des sympathisants à Valence (Espagne), abondamment diffusées sur les réseaux



Guillaume Soro

sociaux ce week-end. Dans ces déclarations, Soro affirmait notamment qu'il avait appelé en pleine nuit le siège d'Interpol à Lyon (France) et que celui-ci n'était pas informé d'une procédure contre lui.

Guillaume Soro affirmait que les policiers étaient repartis sans l'arrêter. Jointe au téléphone par l'AFP, une haute source sécuritaire ivoirienne a affirmé : « Je suis catégorique : ça ne vient

pas de chez nous. Nous n'avons pas saisi Interpol ». De toutes les manières, toutes les supputations sont à scruter avec minutie. Car il n'y a pas longtemps, le vice-président du PDCI Jacques Mangoua, un autre opposant, a été arrêté et condamné jeudi 3 octobre à 5 ans de prison ferme et à 5 ans de privation de ses droits civiques pour détention illégale de munitions d'armes de guerre. L'on pourrait facilement conclure à une chasse aux sorcières orchestrée par le pouvoir d'Abidjan vis-à-vis des anciens alliés, Soro et Bédié passés à l'opposition. Après le vice-président du PDCI, le pouvoir Ouattara se serait-il fixé pour objectif d'éliminer « politiquement » Guillaume Soro ? Ancien allié du président Alassane Ouattara,

Guillaume Soro n'a pas encore officiellement déclaré sa candidature au prochain scrutin présidentiel, mais tout indique selon ses proches qu'il le fera lors de son retour en Côte d'Ivoire « incessamment ». La popularité grandissante de l'ex-président de l'Assemblée nationale ferait-elle peur au camp Ouattara ?

Autant de questions qui méritent réflexion. Car dans cette optique où le gouvernement ivoirien nie toute implication dans cette tentative d'arrestation de Guillaume Soro en Espagne, il est bien difficile de conclure à une action mal réfléchie du pouvoir, ou à un coup médiatique de Soro à l'approche de 2020 où tous les coups sont permis. **T.M.**

Guinée

L'opposition manifeste contre un 3ème mandat d'Alpha Condé

Plusieurs personnes dont un adolescent sont mortes lundi à Conakry, selon des médias guinéens, dans des heurts dans plusieurs quartiers entre les forces de sécurité massivement déployées et des milliers d'opposants à un troisième mandat de l'actuel président Alpha Condé.



La police anti-émeute en Guinée

La quasi-totalité des quartiers périphériques de Conakry a été la proie d'affrontements entre petits groupes éclatés dressant des barricades, incendiant des pneus, lançant des pierres, et policiers et gendarmes répliquant par des tirs de gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes, mais aussi à balle réelle, a rapporté un correspondant de l'AFP. Le centre, siège de la présidence, des ministères et des ambassades, placé sous protection, présentait un air de ville fantôme avec ses magasins fermés. Un adolescent de 16 ans a

été tué et quatre personnes gravement blessées par des tirs des forces de l'ordre dans le quartier de Sonfonia Gare, a dit à l'AFP le docteur Bella Diallo qui les a fait évacuer. Deux autres jeunes ont été blessés par balle dans un autre quartier, Wanidara, ont indiqué deux journalistes et un médecin s'exprimant sous couvert d'anonymat pour leur sécurité. La tension n'a cessé de monter depuis l'appel à la manifestation lancé il y a une semaine par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Cette coalition rassemblant

des partis d'opposition, des syndicats et des membres de la société civile s'oppose farouchement à une révision de la Constitution évoquée par le pouvoir. Elle permettrait à Alpha Condé, 81 ans, de se présenter fin 2020 pour un troisième mandat, alors que la Constitution en limite actuellement le nombre à deux. L'opposition s'attend à ce qu'il officialise bientôt la tenue d'un référendum constitutionnel. Fin septembre, il avait demandé aux Guinéens de s'y "préparer". L'opposition dénonce un projet de coup d'Etat institutionnel et la dérive dictatoriale de celui qui fut lui-même un opposant historique ayant connu la prison pour son engagement contre différents régimes autoritaires, avant de devenir le premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'Ouest. Au moins une vingtaine d'opposants ont été arrêtés depuis samedi, selon le FNDC.

Avec TV5monde

Soudan

Neemat Abdullah, première femme présidente de la Cour suprême

Le Conseil souverain chargé de piloter la transition au Soudan, a nommé l'ancienne juge de la Cour suprême, Neemat Abdullah Kheir, à la tête du système judiciaire. Elle est la première femme à ce poste dans le pays.

Ancienne juge de la Cour suprême, Neemat Abdullah Kheir supervise désormais l'ensemble du système judiciaire du pays, entré fin septembre dans une période de transition, après la chute d'Omar el-Béchir le 11 avril, a indiqué jeudi l'agence de presse officielle Suna. Elle a été nommée à ce poste sur décision des 11 membres du Conseil souverain, qui a aussi nommé Taj al-Sir Ali procureur général du Soudan, selon Suna. La désignation de Neemat Abdullah Kheir intervient presque un mois jour pour jour après celle d'Asma Mohamed Abdallah, nommée le 9 septembre ministre des Affaires étrangères, première femme à occuper ce poste au Soudan.

Le Premier ministre Abdallah Hamdok, un économiste, s'est dit décidé à tendre vers l'égalité

hommes-femmes et à changer l'image du pays. Constitué au total de quatre femmes, son gouvernement -le premier depuis la chute d'Omar el-Béchir- a prêté serment le 8 septembre. Ce nouveau gouvernement doit diriger le pays durant une période de transition de 39 mois, supervisée par le Conseil souverain, une instance à majorité civile et où siègent deux femmes.

Ce conseil a également prolongé jeudi de trois mois l'état d'urgence imposé par le président déchu le 22 février, confronté alors à un vaste soulèvement populaire déclenché en décembre 2018 par le triplement du prix du pain. Les manifestations s'étaient poursuivies après sa chute, visant cette fois les généraux ayant pris le pouvoir. Un accord le 17 août avait ouvert la voie à une transition vers un pouvoir civil.

T.M.

Finance**Sani Yaya prend part aux Assemblées annuelles du FMI et de la BM**

Le Togo entretient de bonnes relations avec les institutions de Bretton Woods à l'instar du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Les récents tête-à-tête entre les autorités togolaises et les dirigeants de ces deux institutions sont révélateurs de la bonne santé de ces relations.

Le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya et une délégation togolaise participent aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. La rencontre se tient du 14 au 20 octobre à Washington D.C. aux Etats-Unis. Elle réunit des dirigeants du secteur public et du secteur privé. Des représentants des organisations de la société civile, des experts issus des milieux universitaires prennent également part à ces assemblées annuelles. Plusieurs activités parmi

lesquelles des séminaires, des zooms régionaux, des conférences de presse sont au programme de ces jours de travaux. Les sujets abordés concernent l'économie mondiale, le développement international ou le système financier mondial. Pendant ces Assemblées annuelles, le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya et sa délégation auront des rencontres techniques et s'entretiendront avec les bailleurs étrangers. Ce sera une bonne occasion pour

leur parler du Plan national de développement (PND) et des efforts entrepris par les autorités togolaises pour améliorer le climat des affaires.

M. Yaya devrait également avoir des échanges avec la nouvelle directrice générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva, et le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass. Pour rappel, à l'issue de sa cinquième revue du programme soutenu par une Facilité élargie de crédit (Fec), le FMI a salué la poursuite de la reprise

**Sani Yaya**

économique du pays avec des projections qui situent le taux de croissance du PIB à 5,3% en 2019. L'institution a également indiqué que les réformes de l'administration

des recettes et de la gestion des dépenses publiques engagées ces dernières années progressent.

Félix Tagba**Métiers de l'industrie****Le CFMI et le Seen unissent leur force**

Un partenariat a été signé vendredi 11 octobre entre le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) et la Société d'exploitation des eaux du Niger (Seen). Cette convention entre les deux structures permettra de renforcer la coopération entre elles et d'octroyer une formation de qualité à leurs agents.

**Jules Anani (à Gauche) et René Matillon**

La convention entre les deux sociétés a été signée par le directeur général du CFMI Jules Anani et le PDG de la Seen René Matillon. A travers cette convention les agents de cette société nigérienne, filiale du groupe Veolia, pourront se spécialiser en mécanique

diesel. Le CFMI apportera ainsi son expertise en la matière à cette société. Le Centre a déjà formé 55 employés.

Ouvert à Lomé depuis 2015, le Centre de formation aux métiers de l'industrie propose des formations sur mesure aux entreprises. Ce

centre forme également des salariés et des demandeurs d'emplois. Il offre une formation initiale qualifiante avec la délivrance d'un diplôme d'Etat (BT) aux jeunes qui désirent apprendre un métier.

Le Centre de formation aux métiers de l'industrie a déjà participé à la formation de 240 jeunes avec un taux d'insertion de plus de 77.

La formation des jeunes aux métiers de l'industrie est indispensable pour l'emploi et l'entrepreneuriat de la jeunesse togolaise. Elle fait partie intégrante des initiatives prises par le gouvernement pour mettre en œuvre le Plan national de développement (PND) qui accorde une place de choix à l'emploi des jeunes. Le CFMI contribue ainsi à atteindre ce résultat.

TM et Republicoftogo.com**Port autonome de Lomé****Augmentation des opérations de transbordement**

Les activités de transbordement au Port autonome de Lomé ont connu une croissance ces dernières années. Depuis 2012, ces activités ont augmenté de près de 50 fois.

**Port autonome de Lomé**

Le Port de Lomé, les opérations de transbordement, ont donné un coup d'accélérateur au trafic global, permettant à la plateforme portuaire de tutoyer Abidjan pour ce qui est du volume de marchandises traitées (22 millions de tonnes pour Lomé et 24 millions pour Abidjan en 2018).

Depuis 2012, les marchandises en transbordement ont connu une montée fulgurante. Minuscule et ne représentant que 4% du trafic global il y a encore 7 ans, leur tonnage a atteint 14,2 millions en 2018. Ayant ainsi augmenté plus de 43 fois depuis 2012, les volumes transbordés représentent désormais plus de la moitié (64%) du trafic global, confirmant les récompenses obtenues, consécutivement, par Lomé les trois dernières années.

Si le transbordement a le vent en poupe, ce courant d'air favorable est surtout soufflé par le trafic conteneur. Sur ce palier, Lomé semble avoir pris quelques longueurs d'avance sur ses voisins, concurrents directs, que sont : Abidjan, Cotonou et Tema.

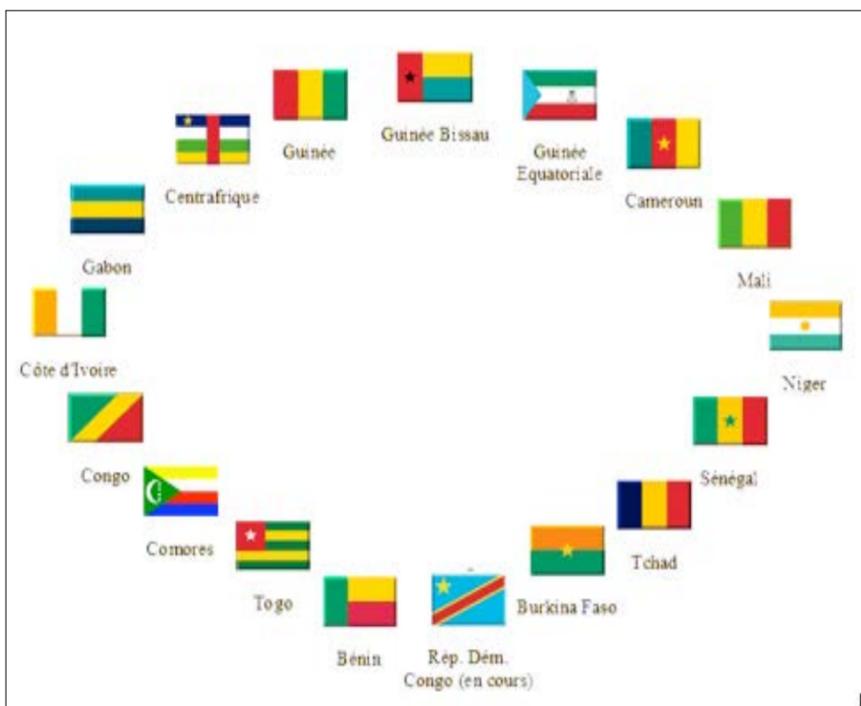
Passé de 380 000 EVP en 2014 à un peu moins de 1,4 million d'EVP en 2018, faisant de la capitale togolaise la principale plateforme à conteneurs de la sous-région, le trafic conteneur est fortement dominé par les opérations de transbordement. Ces dernières concentraient 77% du segment conteneur, grâce à l'investissement fait par la filiale manutention de l'armateur MSC, Terminal Investment Ltd, qui fait de Lomé son hub régional.

Avec Republicoftogo.com

Ohada

Droit et harmonisation des affaires pour un bon climat au Togo

Le droit des affaires est l'une des branches du droit privé qui porte sur un ensemble de droits relatifs aux affaires des entreprises, tels que le droit des contrats, la propriété intellectuelle, le droit des sociétés, la procédure commerciale, le droit fiscal, le droit pénal, le droit de la consommation, etc. En novembre 2018 au Togo, il y a presque un an, les juges de la chambre commerciale se sont récemment formés sur les réformes de l'acte uniforme des sûretés et le recouvrement des créances. Une première série de formations qui visent à amener les acteurs de la chambre commerciale à revisiter les actes uniformes de l'Organisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Quel rôle joue l'Organisation dans nos pays ?



Les pays membres de l'Ohada

Organisée avec l'appui financier de l'association internationale de développement (Iida) du groupe de la Banque mondiale, cette formation de 5 jours tenue en novembre s'est inscrite dans le cadre du projet de renforcement des capacités des chambres commerciales du tribunal de première instance et de la cour d'appel de Lomé. L'objectif de cette formation est d'assurer une sécurité juridique et judiciaire au justiciable et rassurer également les investisseurs. Elle veut également rappeler aux professionnels du droit, la nécessité d'appliquer les textes sur le terrain afin d'améliorer davantage le climat des affaires.

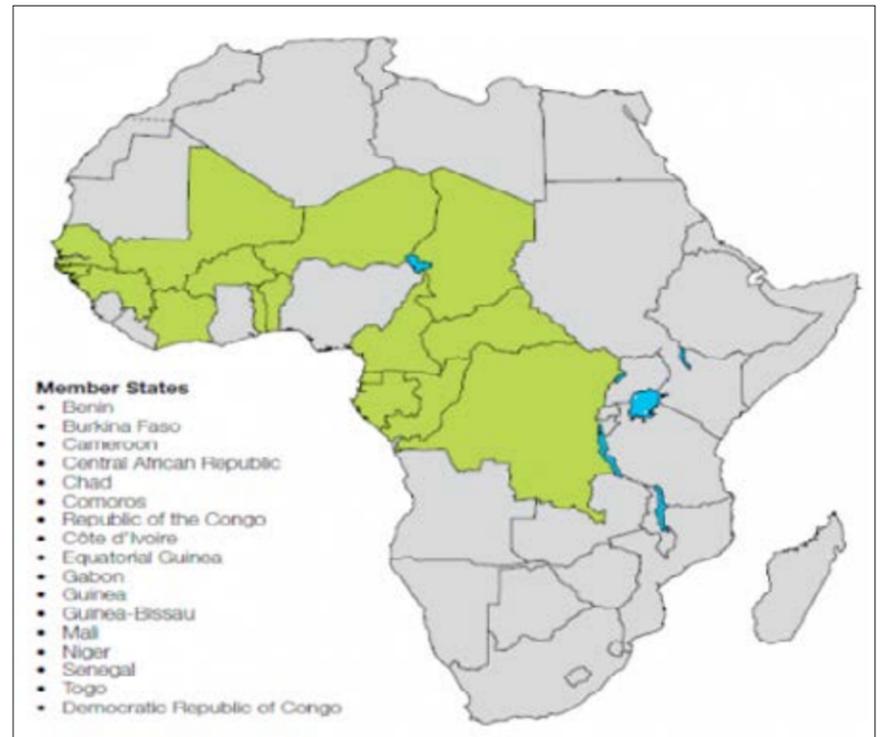
« Dans tout contrat, il y a toujours des problèmes d'exécution et quand les problèmes se

posent, l'investisseur national comme étranger voudrait que son affaire soit réglée dans les meilleurs délais. Mais il veut aussi que la justice soit juste et c'est pour cela qu'il faut leur assurer la sécurité juridique et la sécurité judiciaire. La sécurité juridique, ce sont les textes applicables et l'Ohada nous donne cette sécurité. Maintenant la sécurité judiciaire, c'est que les magistrats chargés d'appliquer ces droits soient eux-mêmes formés dans ce droit-là, qu'ils soient au courant de la jurisprudence dans la matière de manière à appliquer ce droit sans voir la tête du client », a expliqué Lodonou Koami Gaméli, secrétaire exécutif de la commission nationale Ohada, coordinateur des chambres commerciales.

La mission et prérogatives de l'Ohada

L'harmonisation du droit des affaires en Afrique est nécessaire aux fins de garantir, au niveau de

ses Etats membres, une sécurité juridique et judiciaire pour les investisseurs et les entreprises. L'Organisation



La zone géographique couverte par l'Ohada

pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), a été créée par le traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique signé le 17 octobre 1993 à Port-Louis et révisé à Québec au Canada, le 17 Octobre 2008. Ce traité a pour principal objectif de remédier à l'insécurité juridique et judiciaire existant dans les Etats Parties. Et il est indéniable que la balkanisation juridique et l'insécurité judiciaire ne constituent une entrave réelle au développement économique. L'harmonisation du droit économique et l'amélioration du fonctionnement des systèmes judiciaires des pays en voie de développement étaient donc considérés comme nécessaires pour restaurer la confiance des investisseurs, faciliter les échanges entre les pays et développer un secteur privé performant. La mondialisation de l'économie exige l'harmonisation des droits et des pratiques du droit. Cette exigence constitue pour des pays en développement, dont le Togo, une priorité pour créer les conditions favorables à l'instauration d'un espace de sécurité juridique et judiciaire indispensable pour drainer des flux importants d'investissements, car investir est déjà en soi un risque, même s'il est calculé; s'il faut doubler ce risque premier inéluctable de celui d'un système

juridique fluctuant, ondoyant et insaisissable, il n'y aura pas beaucoup de possibilités d'attirer des investisseurs. Vingt-deux années après la création de cette organisation, elle constitue une œuvre immense d'unification de droit sur le plan matériel et sur le plan territorial. De ce fait, il constitue un pare-feu à l'éclatement du droit des affaires, à l'isolement des Etats parties et à la réalisation d'un espace juridique intégré propice à générer un espace économique viable et vivant.

L'adoption de règles juridiques communes, modernes, simples et adaptées à l'environnement économique internationale et de ses Etats membres, et formation adéquate des personnels juridiques et judiciaires. La Promotion d'une justice diligente, indépendante et soutenue par des procédures appropriées Encouragement au recours à l'arbitrage et aux autres modes de règlement amiable des différends. A ce jour, dix-sept (17) Etats sont membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Congo, les Comores, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée-Equatoriale, le Mali, le Niger, la République démocratique du Congo (RDC), le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Les diverses composantes légitimes



Le droit des affaires

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement: Organe politique qui se réunit en cas de nécessité pour donner des impulsions et orientations générales nécessaires au processus d'harmonisation du droit des affaires en Afrique. Le Conseil des ministres : il est composé, pour chaque Etat membre, du ministre en charge de la Justice et de celui des Finances. C'est l'organe délibérant de l'Organisation. Il définit les orientations spécifiques, programme les activités, autorise le budget et assure le contrôle du fonctionnement des institutions. Il exerce, en outre, le pouvoir normatif d'adoption des Actes uniformes, des Règlements ou toutes décisions entrant dans le champ de ses compétences prévues au Traité instituant l'Ohada. Les Actes uniformes adoptés par le Conseil des ministres sont directement applicables dans les Etats membres et abrogent toute règle nationale contraire ou identique.

Le Secrétariat permanent: c'est l'organe exécutif de l'Ohada. Son siège est à Yaoundé (Cameroun) et il assure la coordination générale du fonctionnement des institutions et du processus d'harmonisation. A cet effet, il prépare les projets d'Acte uniformes, de règlements et de décisions, coordonne et organise les sessions du Conseil

des ministres dont il assiste le président. Il représente en outre, l'Organisation dans ses relations avec les tiers.

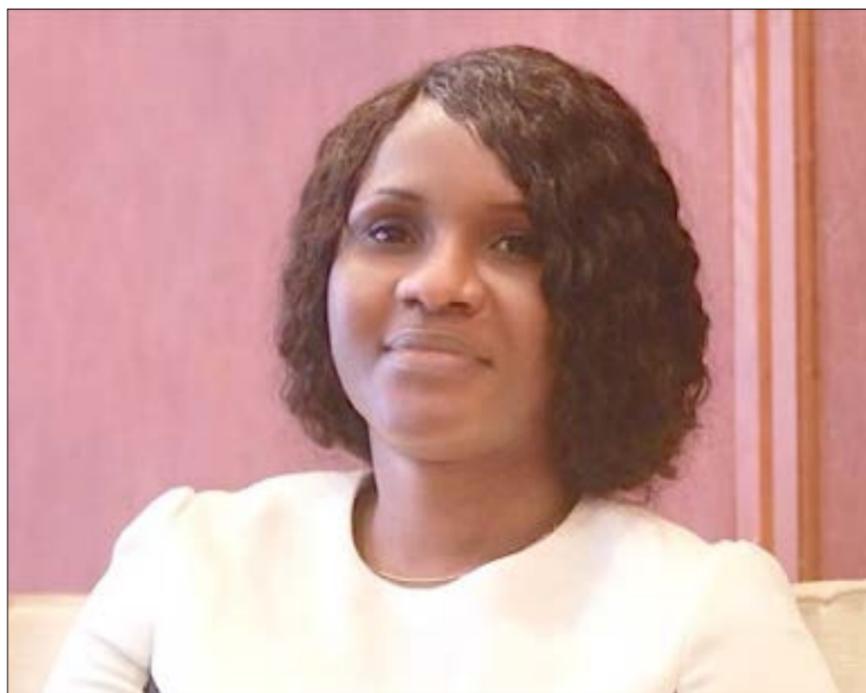
La Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA): c'est l'organe juridictionnel commun et supranational dont le siège est à Abidjan (Côte d'Ivoire). Composée de treize juges, elle est seule compétente pour connaître, en cassation, les décisions de justice rendues sur le droit Ohada par les juridictions des Etats membres de l'Organisation. Elle intervient en matière d'arbitrage, comme centre d'administration des procédures, et donne des avis sur l'interprétation et l'application commune du traité, des actes uniformes et des règlements ainsi que des décisions prises pour leur application.

L'Ecole régionale supérieure de la magistrature (Ersuma) : basée à Porto Novo (Bénin), elle est le centre de formation, de perfectionnement et de documentation en droit des affaires. L'Ersuma met à contribution des spécialistes des Etats membres pour mener ses activités. Elle dispense la formation à son siège, dans les autres Etats membres ou à distance, par visioconférence, à l'intention des professionnels du droit (magistrats, avocats, huissiers de justice, juristes d'entreprise, experts comptables etc.).

promotion du nouveau droit des affaires. De par leurs diversités associant parfois le secteur public au privé, elle participe au processus d'élaboration des Actes uniformes au niveau national ainsi que le suivi de leur application. L'Organisation Ohada est ouverte à tout Etat, membre ou non de l'Union africaine (UA), qui voudrait y adhérer. Nombreux sont aujourd'hui les Etats africains

qui manifestent un intérêt croissant pour le processus d'unification juridique et d'Etat de droit économique. Le traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, signé à Port Louis le 17 octobre 1993, tel que révisé à Québec le 17 octobre 2008 est, dès son entrée en vigueur, ouvert à l'adhésion de tout Etat membre de l'UA et non signataire du Traité.

Confirmation de l'amélioration du climat des affaires au Togo



Sandra Johnson, responsable Cellule climat des affaires au Togo

Dans le Rapport Doing Business 2019, le Togo a fait un bon de 19 places et occupe la 137ème place. Le pays est le sixième « top performer » au monde et le deuxième en Afrique. Dans l'Uemoa, l'économie togolaise est de plus en plus attractive. C'est la deuxième économie la plus attractive dans l'espace devant le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal. Sandra Johnson, la coordinatrice de la Cellule climat des affaires a précisé que : « ces résultats sont le fruit d'un travail collectif et traduisent les efforts du gouvernement, résolument engagé dans un processus profond de transformation de notre économie ». Selon le rapport Doing Business 2019, le Togo a amélioré 6 indicateurs sur 11. Les domaines concernés

l'obtention de permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, le paiement des taxes et impôts et l'exécution de contrat. Les réformes entreprises dans ces différents domaines ont permis d'assainir l'environnement des affaires et d'attirer plus d'investisseurs. Dans le détail, la création d'entreprise est plus facile et rapide aujourd'hui au Togo. Le pays a validé 4 indicateurs dans ce domaine et se classe à la 74ème place. Les réformes menées concernent la réduction du capital maximum, la recherche du nom de l'entreprise, la suppression du droit d'enregistrement et le paiement direct des frais au guichet unique.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

L'Ohada et ses points focaux dans chaque États membres membre

Les commissions nationales Ohada sont les points focaux de l'Ohada dans chaque Etat

membre. Elle est à la fois le cadre de concertation et la cheville ouvrière pour l'élaboration et la

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm

togomatin togomatin togomatin togomatin togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes :

- 1) Il était très pauvre,
- 2) Il n'a pas d'enfant avec sa femme
- 3) Sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche...

Ah, quel embarras

Après sa réflexion, il dit sagement à l'ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants mangent dans des assiettes en or » Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Révélation

Une jeune femme divorcée, fait des révélations sur sa vie en couple

Carole, c'est le nom d'emprunt de cette dame qui fait une grave et étonnante confidence. Bien qu'elle soit au foyer, elle a avoué avoir commis trois fois l'adultère. Aujourd'hui, elle se retrouve dans la rue et sans enfants. Lisez cette interview qui suit : - A quel âge vous êtes-vous mariée ? J'avais 30 ans à l'époque, disons depuis 2008. Je rappelle que nous avons fait un an et demi en copinage avant de nous mettre ensemble. - Que faites-vous dans la vie ? J'ai appris la coiffure mais comme ça ne marche pas, mon mari m'a ouvert une boutique dans notre maison. Je rappelle que mon mari est comptable dans une entreprise de production. Il a 45 ans et moi 40 ans, ...

Pensée du jour

<< Il n'existe que des intouchables de l'instant, des timoniers du temps, des maîtres du moment. Le temps est le maître de tous les maîtres. Il faut rire de tout. Mais devant les grandes décisions de la vie réfléchissez à hier et pensez à demain. Parce que la nature dans sa comptabilité est incorruptible et aucune facture ne restera impayée. La nature est juste.>>

Hubert Maga

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FILLOPARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

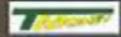
Pharmacies de garde de Lomé du 07 au 14 /10/ 2019

JEANNE D'ARCPRES DE MAROX 22220801
ETOILES 10 AV. N.MARCHE 22218847
OCEANE RUE OCAM 22226277
ECLAIR BÈ AHLIGO 22227511
PORT HÔTEL SAKAWA 22276188
ESPERANCE NYÉKONAKPOÉ 22210128
AVE MARIA TOKOIN 22223301
GBOSSIME GBOSSIMÉ 22225050
LIBERATION AV. LIBÉRATION 22222525
PROSPERITE DPJ 23388425
GBEZE JEAN PAUL II 22263261
BAH HEDZRANAWÉ 22260320
ST PIERRE HEDZRANAWÉ 22261973
PEUPLE MARCHÉ NUKAFU 22268422
UNIONBE KPOTA 22277164
O GRAIN D'OR ZORROBAR 22700690
CITE BD. DU 30 AOÛT 22250125
BESDA ADIDOGOMÉ 22510529
CONSEIL SAGBADO LOGOTE 70215653
EPIPHANIA ADIDOGOME 70401052
ST JOSEPHBE KLIKAME 22257465
NATION TOTSI 22259965
ENOULI AGBALEPEDOGAN 22259068
LAUS DEO LÉO 2000 22251505
ARCENCIEL AGOÈ TÉLESSOU 70425000
MAINA AVÉDJI 70436534
ADONAI AGOËNYIVÉ 22500405
CHARITE AGOËNYIVÉ 22251260
EMMAÛS TOVÉ 96800912
ESPACE VIE AGOE LOGOPÉ 99858907
APOU ANTOINE AGOËNYIVÉ 22191215
A DIEU LA GLOIRE LÉGBASSITO 93263600
ZONGO TOGBLEKOPÉ 70452316
ZOSSIME ZOSSIMÉ 70462664
AVEPOZO AVEPOZO 22270486
DE L'EDEN BAGUIDA 70421398

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

**GRANDE
TOMBOLA TELEFOOD !**



Faites vos dons par transfert d'argent mobile via



+228 90 26 94 73 / 90 90 84 22 ou +228 99 95 19 89

ou en envoyant **DON** par SMS au **2828** (tous réseaux)

Coût du SMS : 200 francs. Tirage tous les vendredis

Et gagnez de nombreux lots dont des motos, des téléphones portables, des pagnes, des matériels informatiques, électroniques et électroménagers, des billets d'avion pour des séjours en Europe ou Afrique de l'Ouest, des bons d'embarquement sur des croisières de renom, des bons de transports maritimes de marchandises Togo - Chine, Togo - Inde, et autres en faisant vos dons dans le cadre de l'opération TeleFood 2019

**BONNE CHANCE ET RENDEZ - VOUS LE
02 NOVEMBRE 2019 À 20H 30 POUR LA GRANDE SOIRÉE DE GALA
ET DE REMISE DES LOTS AUX GAGNANTS**

Agir pour l'avenir, une l'alimentation saine pour un monde #faim zéro; c'est maintenant !



Pré-cop 25 au Costa Rica

Les émissions mondiales doivent diminuer de manière substantielle d'ici 2030

En prélude à la 25e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui se tiendra en décembre prochain à Santiago au Chili, une pré-cop s'est tenue au Costa Rica, un autre pays d'Amérique du sud, la semaine dernière. Après le sommet action climat, les conclusions de cette nouvelle rencontre qui a rassemblé 1500 participants mettent elles aussi l'accent sur l'importance pour tous les Etats de relever le niveau de leurs ambitions.



Un panel de discussion lors de la pré-cop 25

Elever le niveau de l'ambition climatique est nécessaire pour limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5°C et faire face aux effets les plus graves du changement climatique a été un thème central de la pré-cop 25 tenue à San José au Costa Rica. L'événement avait aussi pour objectif de mettre en commun les meilleures pratiques en matière d'action climatique et de favoriser le dialogue.

La pré-cop 25 se concentre sur l'échange d'expériences dans le but de trouver des solutions pour accélérer la décarbonisation et renforcer la résilience de nos économies. Le Costa Rica a imprimé sa marque sur la pré-cop 25 en plaçant la climatologie et la nécessité d'élever le niveau de l'ambition climatique au centre de l'événement. Les émissions mondiales doivent diminuer de 45% par rapport au niveau de 2010 d'ici 2030 et atteindre une émission nulle vers 2050 pour limiter la hausse de la température moyenne mondiale à un niveau aussi près que possible de 1,5°C l'objectif central de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

« Il est temps d'agir avec des ambitions élevées »

« L'ambition environnementale est rentable. Chaque pays effectuera ses propres évaluations à la lumière des expériences et des circonstances qui sont les siennes. Le Costa Rica est un laboratoire de décarbonisation qui prouve que des objectifs ambitieux sont aussi bons pour les affaires », a déclaré le président de la République du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, lors de son discours pendant la séance plénière inaugurale.

Trois thèmes directeurs ont été sélectionnés pour la pré-cop de cette année : les villes et la mobilité électrique, les solutions fondées sur la nature et l'économie bleue. Deux thèmes transversaux ont aussi été définis : l'égalité des sexes et les droits de l'Homme, la finance. « Il est temps d'agir avec des ambitions élevées. Le processus de négociation progresse de manière décisive et les pays du monde entier doivent maintenant se concentrer sur les solutions. Nous considérons que cette pré-cop est une occasion formidable de mettre l'accent sur la mise en œuvre de mesures visant à transformer notre

modèle de développement », a dit le ministre de l'Environnement et de l'Energie du Costa Rica, Carlos Manuel Rodriguez.

Le Costa Rica a présenté cette année un plan détaillé pour la décarbonisation de son économie d'ici 2050 et espère fournir un modèle pour que les autres pays passent à l'action. Le pays fournit environ 99% de son électricité à partir de sources d'énergie propre et renouvelable. En septembre, le Costa Rica a reçu le prix Champion de la Terre 2019 du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), la plus haute récompense environnementale décernée par les Nations unies pour son rôle dans la protection de la nature et son engagement en faveur de politiques ambitieuses de lutte contre le changement climatique.

Plus de 70 pays et plus de 100 villes en faveur de l'initiative « zéro émission » à l'horizon 2050

La pré-cop 25 de San José a commencé juste après le sommet action climat organisé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. L'initiative Coalition à niveau élevé d'ambition dirigée par le Chili, a conduit plus de 70 pays à

s'engager à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Plus de 100 villes ont fait de même et certaines d'entre elles font partie des plus grandes villes de la planète. Au moins 70 pays ont fait part de leur intention de renforcer leur plan national dans le cadre de l'Accord de Paris d'ici 2020.

« Lors du sommet action climat, nous avons vu des dirigeants de nombreux pays, régions, villes et du secteur privé prendre position en faveur d'une action plus intense et d'une ambition climatique plus forte. Nous saluons cet esprit d'initiative ainsi que toutes celles et tous ceux qui se sont rassemblés pour faire face à la crise climatique mondiale. Mais il reste encore beaucoup à faire. Nous nous approchons de plusieurs seuils d'irréversibilité. Si nous voulons réussir, il faut que beaucoup d'autres passent eux aussi à l'action climatique », a expliqué l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour ce sommet, Luis de Alba.

La Cop 24, un tremplin vers plus d'ambition

La Communauté internationale a accompli d'importants progrès l'an dernier, en se mettant d'accord sur la plupart des directives de l'Accord de Paris. Ces directives représentent un ensemble de dispositions techniques détaillées (qui sont les mêmes pour toutes les parties de l'Accord de Paris) et qui donnent vie à l'Accord de Paris. Toutefois, certains problèmes concernant ces directives doivent être encore résolus.

De plus, les ambitions actuelles en matière de lutte contre les changements climatiques (qui ressortent des plans nationaux d'action climatique établis par les pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique), engagent la planète sur la

voie d'un réchauffement moyen de plus de trois degrés Celsius.

Qu'attend le Chili du rassemblement de décembre prochain ?

« Nous devons de toute urgence élever le niveau d'ambition pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 comme les données scientifiques nous y invitent. Il est fondamental d'élever le niveau d'ambition des pays, des régions, des villes et des différents acteurs de l'économie pour faire progresser les mesures qui conduiront à des émissions faibles et un futur résilient. Le Chili est un petit pays, vulnérable au changement climatique. C'est pourquoi le président Sebastian Pinera a relevé ces défis avec tout le courage et toute la responsabilité exigés par ce moment historique. Aujourd'hui, il est temps d'agir de manière décisive et de progresser vers un développement propre et durable », a dit la ministre de l'Environnement du Chili et présidente de la Cop 25, Carolina Schmidt.

En 2020, les pays doivent transmettre une version révisée et renforcée de leurs plans nationaux. Ovais Sarmad, secrétaire exécutif adjoint de la CCNUCC, a souligné que les annonces récemment faites à New York et les résultats de la Cop 25 viendront enrichir ces plans qui seront officiellement remis aux Nations unies l'année prochaine. « Ces plans ne sont soumis qu'une fois tous les cinq ans. Il semble de plus en plus que les possibilités que nous avons d'agir pour faire face au changement climatique disparaîtront dans ce même laps de temps. C'est donc maintenant qu'il faut prendre des décisions », a ajouté monsieur Sarmad.

Edem Dadzie

Source : service de presse de la CCNUCC

Agriculture

Le PPAAO-Togo soutient la culture du champignon à Atakpamé

Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) veut faire de la culture du champignon comestible un élément essentiel pour la création d'emplois pour les jeunes et la sécurité alimentaire.

Pour promouvoir la culture des champignons, le PPAAO-Togo a initié un sous-projet dénommé « Onction divine ». Pour ce faire, le PPAAO fournit des équipements et des ressources nécessaires pour l'amélioration des conditions de production et de transformation du champignon comestible. Selon Komlan Djidenou, promoteur du sous-projet Onction divine : « Le PPAAO a soutenu la production du champignon dans notre localité en mettant à notre disposition des outils adaptés et efficaces pour la production des champignons. Un travail qui, auparavant se faisait manuellement et qui pouvait prendre jusqu'à deux semaines pour le séchage est réduit à quelques heures grâce au PPAAO ». Grâce au soutien du PPAAO, la production de champignons a augmenté dans la localité. « La demande se

fait maintenant sentir de la part de la population et le travail est plus aisé. Au début nous étions à 550 kilos de champignon frais mais avec le soutien du PPAAO, nous sommes à plus de 9 tonnes 680 kilos de champignon pour 2 vagues de production avec une demande sans cesse croissante grâce à la qualité des champignons » a précisé Komlan Djidenou.

Le PPAAO veut contribuer à la sécurité alimentaire



Komlan Djidenou

à travers la promotion de la culture du champignon comestible. Cette promotion se fait par le transfert de technologies

performantes aux jeunes à un niveau plus large pour la création d'emplois durables.

Félix T.

Sûreté nationale

Près de 3/4 des citoyens font confiance au gouvernement

En Afrique voire dans le monde entier, malgré les récents soubresauts politiques, le Togo demeure un pays où règnent la paix et une sécurité légendaire. Une évidence corroborée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) qui a publié vendredi dernier, à l'issue d'une enquête, des chiffres qui donnent une idée générale de toutes les questions liées à la gouvernance, à la stabilité politique, à l'emploi etc.

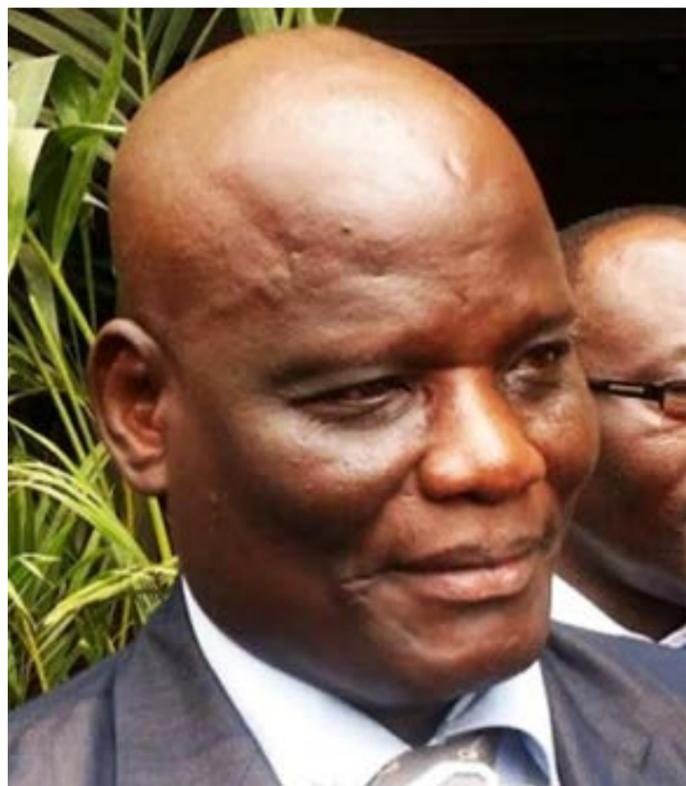
ménages », a confié Koame Kouassi, directeur général de l'Inseed.

Il en est ressorti qu'au Togo, « le taux de scolarisation au primaire s'élève à 89,5% contre 57,4% au secondaire. 59,3% de ménages ont accès à l'eau potable et plus d'un ménage sur deux (50,8%) ont accès à

l'électricité ». Toutefois, « les emplois formels dans les secteurs non agricoles se chiffrent à 12,1% contre 87,9% d'emplois informels ». Aussi, la rémunération horaire moyenne des salariés est de 820 francs CFA. Néanmoins, le taux de chômage est de 3,9% ».

En outre, « 62 % des adultes estiment que la corruption est présente au Togo ». Mais, « 65,9% des citoyens font confiance à l'État pour assurer leur sécurité » ont révélé les enquêteurs.

Augustin Akey (Stagiaire)



Koame Kouassi

Appuyée par l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat) et financée par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) a pris en compte

7200 ménages (4200 en milieu urbain et 3000 dans les milieux ruraux) : « Les cibles privilégiées sont les ménages dans lesquels des individus de dix (10) ans ou plus ont été sélectionnés pour l'emploi ; des individus de 18 ans et plus pour la gouvernance, la paix et la sécurité dans les

MIFA S.A.
Mécanisme Incitatif de Financement Agricole
Fondé sur le Partage de Risques

Le MIFA S.A

Soutient l'opération de collecte de dons

Telefood 2019

pour la création de 1.000 entreprises agricoles

MIFA, le fonds innovant pour une agriculture professionnelle orientée business.

Immeuble 200, Rue Adamanon
BP : 13906 Lomé - Togo
Tél : +228 22 22 37 55
contactmifa@gmail.com, contact@mifa.tg

www.mifa.tg

RIDUTO®

RIZ DU TOGO



1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIZ DU TOGO RIZ DU TOGO RIZ DU TOGO sont des marques déposées